

Marché n° 2022 1050 132 841  
EJ court 180 007 16 30  
notifié le 3 janvier 2023  
réunion de lancement : 1<sup>er</sup> février 2023

# Observatoire de l'Arctique

## *Bulletin mensuel*

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –  
LOUIS DOUCET – CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – TANGUY SANDRE –  
ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE – JEAN-PAUL VANDERLINDEN –  
FLORIAN VIDAL – MAGALI VULLIERME



# SOMMAIRE

<b>AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE .....</b>	<b>3</b>
<b>NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE .....</b>	<b>4</b>
<b>ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE.....</b>	<b>6</b>
<b>INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..</b>	<b>7</b>
<b>QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES .....</b>	<b>8</b>
<b>TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME .....</b>	<b>9</b>

## **Contributeurs :**

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe : Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Louis Doucet (FRS)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), Louis Doucet (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM), avec Michael Delaunay (CEARC)

---

## Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

---

Aux **États-Unis**, le département de la Sécurité intérieure (DHS) a attribué un financement de 46 millions de dollars sur 10 ans à l'Université d'Alaska à Anchorage, au profit de l'*Arctic Domain Awareness Center (ADAC)-ARCTIC Center of Excellence (COE)*. Ce centre traitera notamment des questions de sécurité arctique et de cybersécurité par le soutien à des chercheurs et étudiants ([Regard sur l'Arctique](#) ; [UAA](#), 30 janvier 2024).

**Les États-Unis et la Norvège** souhaitent étendre leur accord de défense signé en 2021, *Supplementary Defense Cooperation Agreement (SDCA)*, en permettant l'accès à huit nouvelles bases norvégiennes notamment dans l'Arctique (Andøya, Bardufoss, Setermoen et le complexe d'Osmarka). Cet accord permet déjà aux armées américaines de s'entraîner, de se déployer et de stocker du matériel sur des bases norvégiennes. Un accord en ce sens a été signé entre le ministre de la Défense norvégien Bjørn Arild Gram et l'ambassadeur américain Marc Nathanson, qui doit maintenant être approuvé par le Parlement norvégien ([High North News](#), 7 février 2024 ; [Gouvernement Norvégien](#), 2 février 2024).

En Alaska, l'exercice annuel *Joint Pacific Multinational Readiness Center 24-2* s'est déroulé de janvier à février et a mobilisé 10 000 hommes notamment de la 11<sup>th</sup> Airborne Division, ainsi que 600 militaires canadiens, mais aussi des Suédois, des Finlandais et des Coréens du Sud. Cet exercice avait pour théâtre l'ensemble de l'État et a mobilisé les infrastructures logistiques civiles ([Joint Base Elmendorf-Richardson](#), 8 février 2024 ; [Army Times](#), 27 février 2024).

Enfin, lors de la conférence annuelle *Arctic Frontiers* qui s'est tenue à Tromsø (Norvège), le conseiller Arctique du président américain Joe Biden, David Balton (directeur de l'*Arctic Executive Steering Committee* à la Maison Blanche) s'est exprimé devant la presse, entérinant le changement de posture constaté de la politique américaine dans la région : « *We have invested in more resources in the North. [...] In any number of ways, our postures have, in fact, changed in the Arctic* ». Lors de cet entretien, David Balton a également déclaré que l'annonce de l'extension des limites du plateau continental américain, dont une grande partie se situe dans l'Arctique, n'était en rien un message hostile envoyé aux Russes ([High North News](#), 31 janvier 2024).

Le 18 janvier 2024 est entré en vigueur l'Accord historique sur le transfert de la gestion des terres publiques et des ressources du gouvernement fédéral au Nunavut, **Canada** ([Accord de dévolution des pouvoirs de gestion des terres publiques et des ressources](#), 18 janvier 2024). Salué par le Premier ministre du Nunavut sur X ([Premier P.J. Akeegok sur X](#), 22 février 2024), cet accord transfère la responsabilité de la gestion des terres et des eaux, ainsi que celle des ressources naturelles, ce dont se réjouit le secteur minier en général, et Agnico Eagle, qui est engagé sur trois sites du Nunavut, en particulier ([Radio Canada](#), 30 janvier 2024).

Par ailleurs, un autre tournant important, concernant la protection de l'enfance, est amorcé au Canada. En effet, la Cour suprême a débouté le Québec en reconnaissant le droit des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale en matière de services à l'enfance et à la famille. Cela reste une possibilité et non une obligation légale ([Regard sur l'Arctique](#), 9 février 2024 ; [Radio Canada](#), 15 février 2024). Dans les Territoires du Nord-Ouest, la route reliant Tuktoyaktuk à Inuvik a dû être fermée deux semaines début février à cause d'un défaut de construction qui entraîne l'accumulation des chutes de neige sur la route. Cette fermeture a entraîné une pénurie de médicaments et de denrées, le seul moyen d'atteindre Tuktoyaktuk étant par la voie aérienne ([Radio Canada](#), 17 février 2024 ; [Regard sur l'Arctique](#), 19 février 2024).

Au Nunavik, les communautés d'Akulivik, d'Ivujivik et de Salluit sont maintenant connectées à Internet haute vitesse par fibre optique grâce au déploiement d'un câble souterrain de 675 kilomètres depuis la baie d'Hudson ([Regard sur l'Arctique](#), 20 février 2024). Cette nouvelle est salutaire pour le Nunavik, qui fait face à un important retard dans les services de (télé)santé. Une récente étude a montré que le taux de mortalité lié au cancer du poumon est 68% plus élevé au Nunavik que dans le reste de la province québécoise ([Regard sur l'Arctique](#), 20 février 2024 ; [Journal de l'Association médicale canadienne](#), 20 février 2024).

Au **Groenland**, le **Naalakkersuisut (Gouvernement)** a rendu publique sa stratégie étrangère, de sécurité et de défense « *Greenland in the world – nothing about us, without us* » pour la période 2024-2033. La stratégie a été présentée par la *Naalakkersuisoq* (Ministre) des Affaires étrangères et de l'indépendance du Groenland, Vivian Motzfeldt, qui a affirmé que : « *le peuple groenlandais doit s'adapter, prendre position et avoir une stratégie cohérente par rapport aux grands événements* ».

mondiaux ». La stratégie évoque quatre axes majeurs : 1) Une responsabilité accrue sur les questions de souveraineté territoriale pour préserver l'Arctique comme un espace à faibles tensions (participation plus active dans la patrouille SIRIUS, rôle accru dans la surveillance du GIUK) ; 2) Un rôle prédominant dans les instances de gouvernance régionale, et notamment le Conseil de l'Arctique, au sein duquel le Groenland doit se préparer à jouer un rôle de premier plan dans le cadre de la présidence du royaume au Conseil de l'Arctique en 2025-2027 ; 3) La création d'un *Arctic North American Forum* afin de développer la coopération avec les gouvernements et les parlements de l'Alaska et des territoires canadiens du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut et du Nunavik ([Sermitsiaq](#), 21 février 2024) ; 4) Le renforcement des opportunités commerciales en Chine, depuis l'ouverture d'une représentation à Beijing ([DR](#), 21 février 2024). Cette stratégie, qui a été construite en consultation avec les États-Unis, le Canada, l'Islande et le Danemark, a reçu un large soutien au sein de la classe politique groenlandaise (à l'exception du parti indépendantiste Naleraq) ([DR](#), 21 février 2024 ; [Sermitsiaq](#), 21 février 2024). La stratégie prévoit également un engagement accru au sein de l'OTAN dans laquelle le Groenland entend façonner une meilleure compréhension de l'Arctique, des Nations Unies mais aussi en lien avec l'Union Européenne qui souhaite ouvrir depuis plusieurs années une représentation à Nuuk ([KNR](#), 21 février 2024).

Par ailleurs, l'enquête historique sur les relations entre le Danemark et le Groenland, dont l'objectif est d'examiner l'histoire entre le Groenland et le Danemark depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, en particulier les décisions politiques danoises qui ont eu des conséquences pour la population groenlandaise, a été mise en place ([KNR](#), 20 février 2024). Enfin, Pele Broberg, le leader de Naleraq, a appelé le *Naalakkersuisut* à mettre fin à la participation des Groenlandais aux élections au Folketing ; cette option a été exclue par Vivian Motzfeldt ([Sermitsiaq](#), 23 février 2024).

**Un accord de coopération bilatérale entre l'Islande et les États-Unis** dans le secteur de l'énergie et du climat est en discussion et devrait notamment porter sur la géothermie, ainsi que sur l'hydrogène et la capture et le stockage du carbone. ([Arctic Portal](#), 16 février 2024). La Norvège a assuré jusqu'en février la surveillance de l'espace aérien de l'Islande, ceci dans le cadre de l'OTAN, avec le déploiement sur l'aéroport de Keflavík de 120 militaires et quatre F-35, et ce pour la huitième fois ([Eye on the Arctic](#), 12 janvier 2024).

Le 8 février 2024, l'Islande a subi une troisième éruption dans la péninsule de Reykjanes depuis décembre 2023, à 4 kilomètres de Grindavik et à 40 km au sud-ouest de Reykjavik. L'éruption a été précédée 30 minutes avant par un séisme. Une coulée de lave sortant d'une fissure longue de trois kilomètres a recouvert une route et endommagé une conduite d'eau chaude de la centrale géothermique de Svartsengi permettant de chauffer 30 000 habitants de la région, qui a depuis été remplacée. Alors que la région touchée est la plus peuplée d'Islande, les scientifiques et les autorités ont annoncé que ces événements pourraient s'intensifier et ce pendant plusieurs dizaines d'années. La Première ministre islandaise Katrín Jakobsdóttir a déclaré que l'Islande était face à l'un de ses plus grands défis en matière de catastrophe naturelle depuis l'avènement de la République islandaise, tout en annonçant que le pays était mieux préparé qu'il ne l'a jamais été pour y faire face ([Regard sur l'Arctique](#) ; [Eye on the Arctic](#), 8 février 2024 ; [Iceland Review](#), 12 et 14 février 2024).

---

## Norvège – Suède – Finlande – Russie

---

### Norvège : évaluation de la menace russe dans la région polaire

À l'occasion d'un discours prononcé auprès de la Société militaire d'Oslo (*Oslo Militære Samfund*), le ministre de la Défense norvégien, Bjørn Arild Gram, a rappelé que « *la situation actuelle en matière de sécurité demeure grave* » propulsant Oslo et ses alliés « *à la croisée des chemins* ». Cette intervention accompagnait la publication du **rapport annuel des services de renseignement norvégiens FOKUS 2024** mettant à jour les principales menaces à l'encontre du pays nordique. Ce nouveau rapport précise que la dégradation du contexte sécuritaire et le renforcement de la méfiance entre la Russie et les autres États de la région arctique entraînent « *un risque accru de malentendus, d'accidents et d'escalade* ».

Pour autant, la Norvège n'entend pas changer de paradigme concernant les restrictions auto-imposées concernant l'interdiction du vol des avions de combat de l'OTAN à proximité de sa frontière avec la Russie. Le Premier ministre Jonas Gahr Støre a exclu ainsi de lever ces dernières, rappelant que la continuité de ces mesures pratiques participe à la stabilité et à

la sécurité de la région en faisant de la Norvège un acteur prévisible ([Discours du ministre de la Défense du Royaume de Norvège](#), 5 février 2024 ; [thebarentsobserver](#), 8 février 2024 ; [Rapport des services de renseignement norvégiens FOKUS 2024](#)).

## Norvège : augmentation des activités de brouillage des signaux GPS

Depuis le début de l'année, les autorités norvégiennes dénombrent une augmentation significative des activités de brouillage des signaux GPS dans la région du Finnmark. Depuis le début de l'offensive militaire russe à grande échelle en Ukraine, le nombre de jours recensés concernant ce type d'activité n'a cessé d'augmenter. Ainsi, pour l'année 2023, l'autorité de communication norvégienne (*Nasjonal kommunikasjonsmyndighet*) dénombre 294 jours de perturbation contre 122 jours en 2022. Il est à noter que seulement 18 jours de perturbations liées aux activités de brouillage avaient été répertoriés en 2021.

Les rapports de ces activités proviennent des trois compagnies aériennes – Norwegian, SAS et Widerøe – qui fréquentent quotidiennement l'espace aérien du nord de la Norvège. Le brouillage des signaux GPS réduit la précision du positionnement, et peut potentiellement, en cas d'interférences intenses, provoquer la perte totale du positionnement des récepteurs dans le cockpit des avions de ligne. Pour l'heure, les autorités russes, par l'intermédiaire du FSB, ont seulement répondu à leurs homologues norvégiens, inquiets de la persistance de ces activités, qu'ils examineraient la question ([Daqens Næringsliv](#), 25 février 2024 ; [thebarentsobserver](#), 26 février 2024).

## Svalbard : de nouvelles restrictions environnementales pour limiter le tourisme

La Norvège a adopté plusieurs modifications de la réglementation environnementale au Svalbard qui pourraient significativement altérer les conditions de son développement économique. Ainsi, ces nouvelles dispositions cibleraient particulièrement l'industrie du tourisme. En forte croissance au cours des 10 à 15 dernières années, le tourisme de croisière est l'un des principaux vecteurs de cet essor (94 982 personnes ont débarqué en 2022), ce qui contraint le gouvernement norvégien à adapter sa réglementation. En effet, la réglementation environnementale sur l'archipel se fonde sur la loi relative à la protection de l'environnement du Svalbard, adoptée en 2002 et inchangée depuis deux décennies. Or, cette loi a été élaborée à une période où le tourisme y était beaucoup moins développé.

Parmi les amendements qui entreront en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, un point vise à limiter le débarquement, et la manière d'y procéder, des touristes dans les zones protégées, soit 43 lieux sélectionnés qui ne sont pas réglementés à l'heure actuelle. En outre, la nouvelle réglementation impose une limite à 200 passagers à bord des navires dans ces zones protégées. Pour les entreprises du secteur, cette annonce met en péril leur modèle économique développé ces dernières années. Selon Frigg Jørgensen, président du groupe Aeco, voyageur spécialisé dans les croisières en Arctique, « *le fait que la Norvège mette de côté le droit d'accès public et ferme plus de 65 % de l'archipel du Svalbard à la libre circulation est perçu comme un événement dramatique* ». S'il reste à savoir comment le tourisme organisé pourra s'adapter à cette nouvelle donne à partir de 2025, le tourisme privé, lui, épargné par ces ajustements, pourrait connaître une augmentation sensible au cours des années à venir. Environ les 2/3 de l'archipel sont constitués de réserves naturelles protégées et de parcs nationaux ([Communiqué du ministère du Climat et de l'Environnement du Royaume de Norvège](#) ; [NRK](#) ; [High North News, Regjeringen.no](#), 9 février 2024).

## Russie : la recherche scientifique polaire en danger ?

Alors que le Conseil de l'Arctique a annoncé, le 28 février 2024, la reprise progressive des rencontres au sein des groupes de travail, la stratégie de la « porte ouverte » promue par la diplomatie norvégienne semblerait ainsi connaître un développement favorable. Parmi les arguments avancés par la Norvège, l'absence de contact nuirait sérieusement aux travaux scientifiques, en particulier ceux relatifs aux échanges des données climatiques ([thebarentsobserver](#), 14 février 2024 ; [communiqué du Conseil de l'Arctique](#), 28 février 2024).

En effet, la perspective d'un retour des échanges au sein de l'instance régionale intervient à un moment où la communauté scientifique occidentale s'inquiète de son impossibilité à recueillir les données liées aux évolutions climatiques collectées depuis les stations de recherche localisées sur le territoire russe. Résultat de cette paralysie, l'essentiel de ces données est à présent limité aux stations situées dans les autres pays de la région polaire, ce qui altère gravement la systématisation des observations et analyses scientifiques ([High North News](#), 2 février 2024).

---

## États observateurs et Union européenne

---

### **Le Parlement européen condamne l'exploitation des fonds marins arctiques par la Norvège**

Le 7 février, le Parlement européen a adopté une résolution exprimant son inquiétude vis-à-vis de la décision adoptée par la Norvège le 9 janvier dernier d'exploiter une zone de près de 300 000 km<sup>2</sup> de ses fonds marins arctiques. Cette résolution revêt une dimension d'autant plus symbolique que la Norvège n'est pas membre de l'UE. Toutefois, Bruxelles cherche bien à alerter Oslo sur l'équilibre des écosystèmes arctiques marins. En outre, la résolution demande à tous les pays membres de l'UE de soutenir un moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins. Ce moratoire a été suivi par 24 pays dans le monde dont 7 pays européens (**Allemagne, Finlande, Espagne, France, Irlande, Portugal et Suède**). **De même, plusieurs firmes multinationales telles que Google, Samsung, Northvolt, Volvo ou BMW se sont engagées à n'extraire aucun minerai des fonds marins** ([Observatoire de l'Europe](#)).

### **Antarctique : la Chine inaugure sa cinquième station sur le « continent scientifique »**

La Chine a inauguré sa 5<sup>ème</sup> station de recherche en Antarctique le 7 février 2024. La station, située sur l'île inexpressible en mer de Ross, était en construction depuis 2018 et son achèvement avait été reporté à cause de l'épidémie de COVID. Elle accueillera jusqu'à 80 personnels l'été austral, et 30 au cours de l'hivernage.

Il s'agit de la troisième station permanente, exploitée toute l'année, de la Chine sur le continent blanc. Elle témoigne du fort engagement polaire de la Chine, qui disposera au 2<sup>ème</sup> semestre 2024 d'un 4<sup>ème</sup> brise-glace. Elle dispose également avec la base saisonnière de Kunlun de la station de recherche la plus élevée du continent, sur le Dôme glaciaire A, à plus de 4 000 mètres d'altitude.

La base, construite sans étude préalable de son impact environnemental – document pourtant nécessaire dans le cadre du Système du Traité sur l'Antarctique (STA), a déjà été contrôlée à deux reprises, par les États-Unis et l'Australie pendant la saison australe 2019-2020, avant même son entrée en service, dans le cadre des procédures d'inspections des installations prévues par le Traité sur l'Antarctique. La station Qinling fera très certainement l'objet d'autres inspections, aidées en cela par sa proximité avec la station américaine de McMurdo (320 km), pour prévenir les risques d'usages militaires ou à but d'exploitation économique des technologies déployées sur cette nouvelle base chinoise.

Baptisée « Qinling », du nom des monts éponymes au centre de la Chine, la station abrite en effet des systèmes pouvant avoir un usage dual, notamment dans le domaine de l'interception des données satellitaires voire de la trajectographie (malgré l'éloignement du nouveau site de lancement spatial australien, au nord du pays) ([Reuters](#), [News.com.au](#))

---

## Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

---

### Participation de RAIPON à *Arctic frontiers* et à la réunion du Conseil de l'Arctique en janvier 2024

Comme indiqué dans le bulletin précédent, la présidence norvégienne a organisé sa deuxième réunion entre la présidence norvégienne et les participants permanents (six organisations représentant les populations autochtones de l'Arctique), en marge d'*Arctic Frontiers*. Vingt représentants des six « participants permanents » à Tromsø et 15 autres en ligne ont contribué à la réunion ([Arctic Council, 31 janv. 2024](#)). Ils ont discuté de la mise en œuvre du programme de la présidence norvégienne, ainsi que de l'engagement des jeunes et de la contribution des participants permanents aux groupes de travail du Conseil de l'Arctique (CA).

**Pour la première fois depuis la guerre russe en Ukraine et la reprise des travaux du CA sous présidence norvégienne, deux représentants de l'Association russe des peuples autochtones du Nord (RAIPON) ont assisté en personne** à la réunion : Vladimir Klimov, vice-président basé à Tyumen, en Russie, et Arina Tadyrova, spécialiste du département international de RAIPON. Valentina Leonova, vice-présidente du Conseil circumpolaire inuit (Tchoukotka), a participé en ligne ([Cryopolitics, 2 fév. 2024](#)). La chercheuse Mia Bennett, présente à *Arctic Frontiers*, explique sur son blog que l'actuelle directrice de RAIPON, Anna Otke, fait l'objet de sanctions européennes et n'a donc pas pu représenter l'organisation lors de la réunion en personne en Norvège mais a participé par Zoom. Sa page Telegram, très active, contient des messages de propagande. En mars 2022, RAIPON, dont la direction avait subi une purge politique et remplacée par des loyalistes de Poutine dans les années 2014-2015 (NAASDN, mars 2022), a officiellement soutenu l'invasion de l'Ukraine dans une lettre du 1<sup>er</sup> mars adressée au président Poutine ([RAIPON, 2022](#)).

Mia Bennett écrit également dans son blog « *Heureusement pour les représentants de RAIPON, contrairement à toutes les autres frontières terrestres de l'espace Schengen avec la Russie, le point de passage de la Norvège reste ouvert aux citoyens russes, qui peuvent s'y rendre pour leurs déplacements réguliers [...] Lorsque j'ai demandé à une personne ayant assisté à la réunion du Conseil de l'Arctique comment les représentants de RAIPON se seraient rendus en Norvège, elle m'a indiqué qu'ils avaient franchi la frontière à pied à Kirkenes et qu'ils avaient ensuite poursuivi leur voyage par les transports nationaux norvégiens* » ([Mia Bennett, 2 février 2024](#)).

### La Russie a suspendu ses paiements au secrétariat du Conseil de l'Arctique

L'ambassadeur de la Russie pour l'Arctique, N. Korchunov a annoncé en février que la Russie pourrait quitter le CA si ses intérêts n'étaient pas représentés et défendus ([RIA, 6 févr. 2024](#)). Quelques jours plus tard, le ministère des Affaires étrangères russe a également annoncé que **la Russie suspendait ses contributions financières annuelles au Secrétariat du CA « jusqu'à la reprise d'un véritable travail dans ce format avec la participation de tous les pays membres »** ([Reuters, 14 fév. 2024](#)).

Si ces deux annonces ont fait couler de l'encre à nouveau sur une potentielle mort du forum circumpolaire (tout comme cela était le cas en 2022 après la suspension de ses activités (voir note sur gouvernance ou par exemple [High North News, fév. 2024](#)), un point particulièrement intéressant et nouveau dans le discours russe est passé inaperçu. Le communiqué de presse russe indique que « *la Norvège, qui assure actuellement la présidence, tente de relancer l'organisation dans son intégralité, mais ne trouve pas le soutien des autres membres du Conseil* ». **Cette distinction entre la Norvège et les autres États membres est nouvelle et trouve écho dans des désaccords entre les sept autres membres du CA sur la conduite à tenir vis-à-vis de la Russie au sein du CA.** Alors que le Premier ministre norvégien a déclaré à *Arctic Frontiers* fin janvier que « *Nous ne devons pas fermer ces portes [du CA] et jeter les clés. Un jour, elles seront peut-être rouvertes et nous nous retrouverons tous autour de la table de l'Arctique* ». Des sources indiquent au *Barents Observer* que **les États occidentaux**

du CA ont des points de vue différents sur l'idée d'une "porte ouverte" pour la coopération avec la Russie en guerre ([The Barents Observer, fév. 2024](#)).

Par ailleurs, Jennifer Spence, chercheuse et ancienne directrice exécutive du groupe de travail SDWG du CA, a un point de vue nuancé sur la question et pense au contraire de beaucoup, que la suspension des paiements de la Russie au CA est un bon signe : « *Je dirais que l'annonce de la Russie démontre qu'elle souhaite une véritable coopération par le biais du Conseil de l'Arctique et pas seulement la feuille de vigne symbolique que le Conseil risque de devenir. Avec d'autres institutions multilatérales, elle a complètement coupé les ponts. Ici, nous assistons à une approche mesurée – une "pause" dans le financement qui est plus un geste symbolique qu'un coup dur* » ([High North News, 17 fév. 2024](#))

## Le Conseil de l'Arctique entérine la reprise des travaux de projets

Le Conseil de l'Arctique a atteint un consensus pour la **reprise progressive des réunions virtuelles des Groupes de travail**, permettant ainsi d'avancer dans les travaux. Avant cette décision, les Working Groups ne travaillaient que par écrit, après un consensus atteint en août 2023. La reprise vise à renforcer l'efficacité et la collaboration dans les travaux de projet, avec la participation virtuelle **de toutes les équipes et groupes d'experts, y compris des États Observateurs. Les réunions officielles reprendront graduellement au cours des trois à quatre prochains mois.** Cette initiative est saluée comme cruciale pour permettre au Conseil de l'Arctique de répondre aux défis environnementaux et de développement durable dans la région, renforçant ainsi la coopération arctique ([Conseil de l'Arctique, 28 février 2024](#)). « *Comme je l'ai souligné par le passé, sans Groupes de travail fonctionnels, nous n'avons pas de Conseil de l'Arctique* » a déclaré Morten Høglund, président des SAO. La reprise progressive des réunions virtuelles des Groupes de travail sera la première série de réunions de niveau SAO depuis mars 2022, presque deux ans.

---

## Questions militaires, industrielles et technologiques

---

### ***Steadfast Defender et Nordic Response : des exercices d'une ampleur inédite***

L'exercice de grande ampleur *Steadfast Defender 2024* va mobiliser 90 000 hommes sur plusieurs mois en Amérique du Nord, en Europe et en Arctique, incluant tous les pays de l'Alliance. C'est l'exercice le plus important jamais organisé par l'OTAN en Europe depuis la Guerre froide. En 2021 par exemple, *Steadfast Defender* n'avait rassemblé que 9 000 militaires. 500 navires, 1 100 véhicules et 80 avions seront déployés lors de l'édition 2024. Les armées américaines continuent de s'entraîner dans l'Arctique via notamment cet exercice qui a une forte portée logistique, pour évaluer la capacité à projeter des troupes en Europe et ainsi soutenir les alliés du continent. La première phase a commencé en janvier 2024 avec la projection de troupes par bateau depuis les États-Unis et le Canada vers l'Europe et notamment l'Arctique européen ([Ministère des armées, 22 février 2024](#) ; [OTAN, 15 février 2024](#)).

L'exercice *Nordic Response* a commencé le 3 mars 2024, et réunit 20 000 soldats de treize pays de l'OTAN. Il s'inscrit plus largement comme un point d'orgue de *Steadfast Defender*. Cet exercice est l'occasion pour les pays nordiques (Norvège, Finlande et Suède) d'exposer devant l'Alliance atlantique leur savoir-faire Grand Froid et leur niveau de coopération militaire. Le porte-avions britannique HMS *Queen-Elizabeth*, qui aurait dû partir en Baltique, est resté bloqué à quai, victime d'avaries. Il a été remplacé par le HMS *Prince of Wales*. Censé partir le 13 février pour une semaine d'exercices préparatoires en mer du Nord, le deuxième porte-avions a lui aussi dû retarder son départ de quelques jours pour incidents. Le Royaume-Uni déploie à lui seul 20 000 soldats pour cet exercice.

Alors que les exercices se déroulent aux portes de la Russie (parfois à 200 km des eaux russes), le Kremlin a déployé début mars deux frégates dont un navire de débarquement en mer de Barents pour des « tâches d'entraînement au combat ». Samedi 3 février, un nouveau sous-marin de la classe de SNLE Borei a été déployé en mer Blanche. Il s'agit du SNLE *Knyaz Pozharsky*, huitième de la classe Borei. À propulsion nucléaire, il transporte seize missiles Bulava pourvus chacun de plusieurs ogives nucléaires. Au total, 12 sous-marins de la classe Borei seront construits. Jusqu'à présent, sept d'entre eux ont été livrés.



## Une forte implication de la Suède

Le 26 février dernier, le Parlement hongrois a validé l'entrée de la Suède dans l'Alliance atlantique, ouvrant l'intégration de la Suède à l'OTAN. En plus d'engager 4 500 militaires dans l'exercice *Steadfast Defender*, Stockholm ouvre, pour la première fois, l'ensemble du territoire Sami aux troupes de l'OTAN et à leurs manœuvres.

Illustrant sa volonté d'intégrer au plus vite l'Alliance, le gouvernement suédois entreprend la création d'un véritable « hub militaire » à Östersund. Il s'agit de créer une base militaire au cœur du pays qui serait à la fois un centre névralgique pour les forces de l'OTAN dans la région ainsi qu'une protection du port norvégien de Trondheim, très précieux pour l'Alliance atlantique. De manière générale, c'est toute l'infrastructure de transport et militaire qui va connaître une modernisation pour permettre à la Suède de soutenir un conflit dans son voisinage.

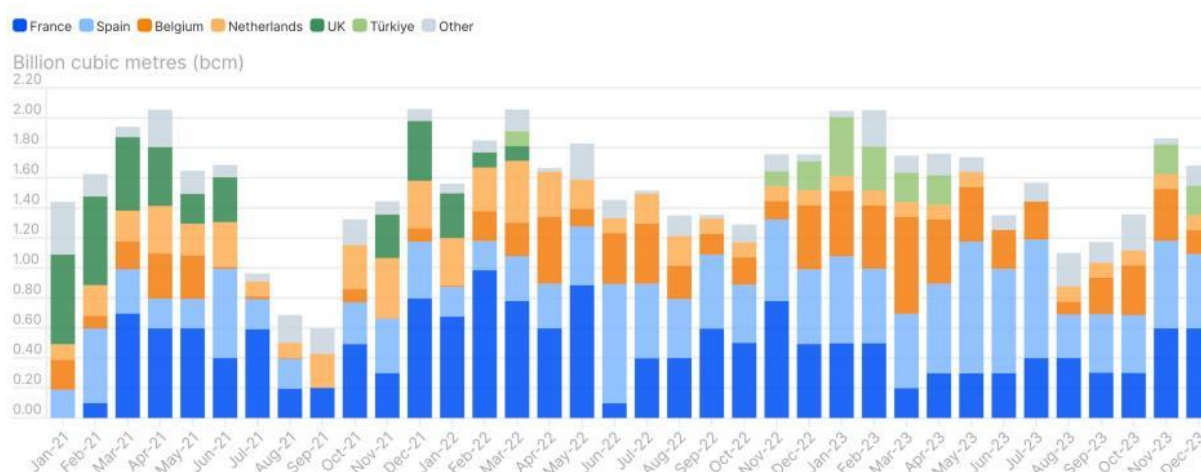
Les 30 et 31 janvier, Emmanuel Macron s'était rendu en Suède, sur l'invitation du roi Charles XVI. Une visite qui renforce les liens entre Paris et Stockholm en matière d'innovations scientifiques et écologiques et de défense, et qui a confirmé des visions convergentes entre les deux pays sur des aspects militaire et de défense. En effet, depuis 2017, la France et la Suède entretiennent un étroit partenariat stratégique pour ce qui concerne les questions sécuritaires, commerciales et technologiques.

## Trafic maritime – Sécurité maritime

Mis en œuvre à partir du brise-glace à propulsion nucléaire *Yamal*, Atomflot a achevé avec succès des tests d'un nouveau programme de reconnaissance des glaces avec drone dans les eaux de la baie d'Ob en mer de Kara. Les données optiques et infrarouges captées par l'appareil contribueront à constituer un jumeau numérique de la route maritime du Nord ([Neftegaz.ru](https://neftegaz.ru), 2 février 2024).



À l'heure des bilans annuels, nombreuses sont les communications sur les volumes conséquents de GNL importés par les pays de l'UE malgré les sanctions américaines et les recommandations de l'UE sur la nécessité de ne plus importer des hydrocarbures de la Russie. Les exportations de GNL de la Russie au profit de l'UE ont augmenté depuis 2022.



Si le GNL n'est pas directement sous sanctions occidentales contrairement aux produits pétroliers depuis décembre 2022, le Département du trésor américain et les autorités anglaises cherchent par tous les moyens à contraindre le projet Arctic LNG2 en mettant sous sanctions toutes les entreprises qui y sont engagées. Depuis les dernières sanctions de fin février, cela touche à la fois les entreprises de services mais également les tankers Arc7 du chantier naval sud-coréens Hanwha Ocean en attente d'un acheteur. La compagnie maritime japonaise Mitsui OSK Lines (MOL), qui devait recevoir trois méthaniers Arc7,

a déclaré qu'en raison des sanctions, elle ne serait pas en mesure d'exploiter les navires dans le cadre d'un affrètement à temps avec le projet. Elle est en négociation avec les États-Unis pour savoir comment contourner ces sanctions. Novatek a tenté d'acquérir le premier méthanier Arc7 *Pyotr Kapitsa* via une société émiratie New Transshipment FZE, mais les démarches ont été également entravées par les mesures américaines. Les deux autres tankers, le *Lev Landau* et le *Zhores Alferov*, restent actuellement la propriété de Hanwha Océan. Les trois autres sur la commande des six faite par la *Join venture* Novatek/Sovcomflot sont en cours d'achèvement ([HighNorthNews.com](https://www.highnorthnews.com), 6 février 2024 ; [Kommersant.ru](https://www.kommersant.ru), 8 février 2024 ; [HighNorthNews.com](https://www.highnorthnews.com), 9 février 2024 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 9 février 2024, [Eadaily.org](https://www.eadaily.org), 12 février 2024 ; [Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 22 février 2024 ; [Kommersant.ru](https://www.kommersant.ru), 22 février 2024 ; [Neftegaz.ru](https://www.neftegaz.ru), 21 février 2024 ; [HightNorthnews.com](https://www.hightnorthnews.com), 23 février 2024 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 26 février 2024 ; [Splash247.com](https://www.splash247.com), 26 février 2024 ; [Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 28 février 2024 ; [Kommersant.ru](https://www.kommersant.ru), 28 février 2024).

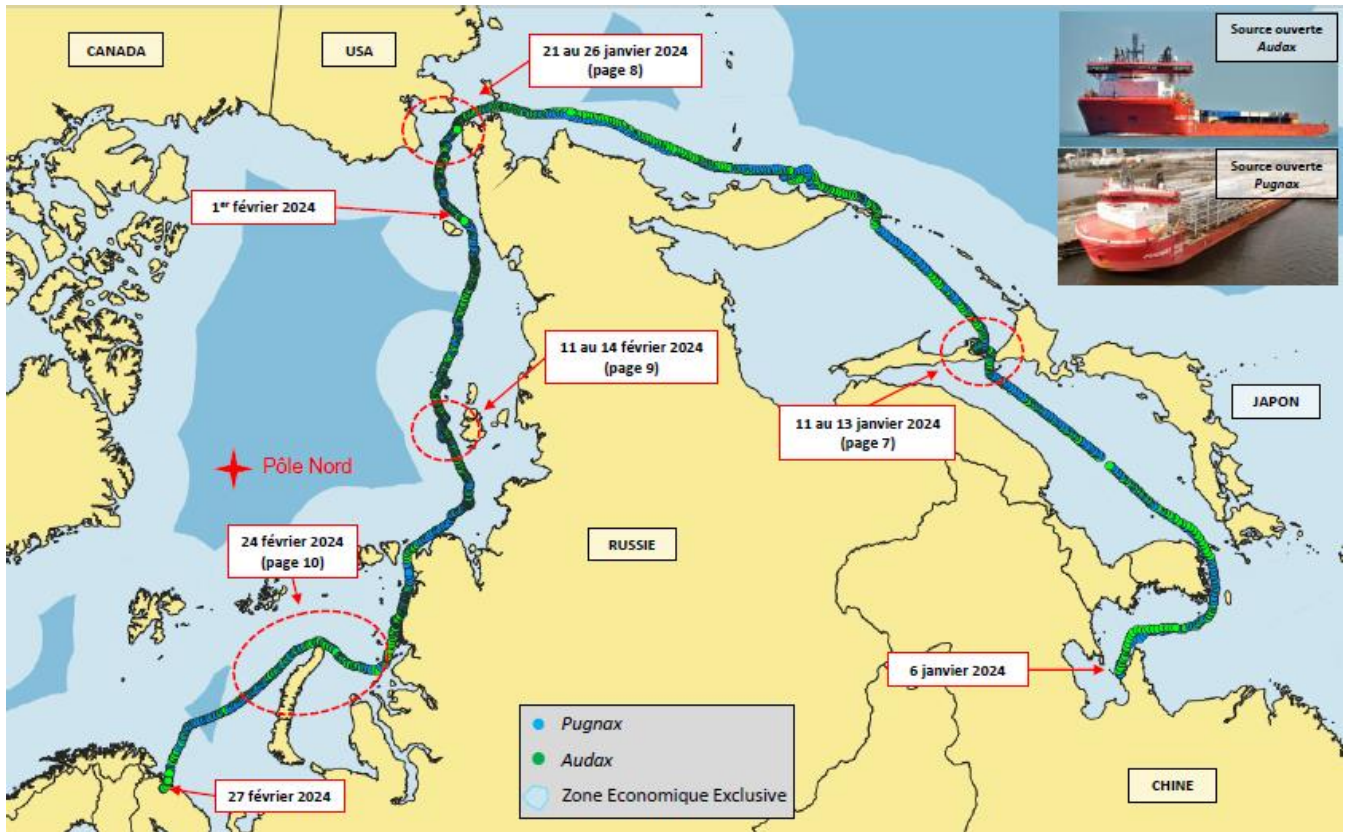
Sans doute en réaction aux sanctions anglaises visant la Russie, le président de la Douma d'État Viatcheslav Volodine a commenté la dénonciation de l'accord avec le gouvernement britannique sur la pêche datant de la période soviétique, signé le 25 mai 1956. « *C'est un cas rare dans notre pratique. Nous nous retirons d'un traité en vigueur depuis 68 ans et qui permettait aux navires britanniques de pêcher dans la mer de Barents, dans les eaux territoriales [Mr. Volodine évoque certainement la ZEE plus largement] de l'URSS puis de la Russie. C'était une décision unilatérale...* ». Rien que l'année dernière, en 2023, les Britanniques ont capturé 566 000 tonnes de morue et d'aiglefin ([Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 22 février 2024).

La Russie assouplit les règles d'escorte des brise-glaces pour promouvoir la navigation dans l'Arctique toute l'année, et notamment pour le transport de gaz naturel liquéfié (GNL). Le changement de règles s'applique aux navires à propulsion par Azipod de classes glace Arc7 et Arc8, tels que ceux transportant du GNL pour les projets Yamal LNG et Arctic LNG 2 de Novatek. Auparavant, les méthaniers Arc7 étaient autorisés à naviguer de manière indépendante, c'est-à-dire sans escorte de brise-glace, dans des conditions de glace sévères uniquement entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 novembre. Les règles modifiées de navigation dans les eaux de la route maritime du Nord prolongent cette période de 3 mois pour inclure janvier, juin et décembre ([gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 16 février 2024 ; [PolarJournal.com](https://www.polarjournal.com) ; 20 février 2024).

La Russie continue à manifester son mécontentement à l'égard des normes maritimes internationales. Après l'échec de la Russie à être réélue au Conseil de l'Organisation maritime internationale (OMI) en 2023, elle remet en question son adhésion continue à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS). Si la Russie se retirait de la CNUDM, cela signifierait le début de la fin du consensus quasi mondial actuel sur la gouvernance des océans ([Rusi.org](https://www.rusi.org), 9 février 2024).

Le premier navire de recherche japonais dans l'Arctique, actuellement en construction par l'Agence japonaise pour les sciences et technologies marines et terrestres (JAMSTEC), dont l'achèvement est prévu au cours de l'exercice 2026, sera baptisé *Mirai II*. *Mirai II* mesurera 128 mètres de long, soit légèrement plus court que le *Shirase*, le navire de recherche japonais sur l'Antarctique, qui mesure 138 mètres de long. Il est conçu pour être capable de briser la glace de mer jusqu'à 1,2 mètre d'épaisseur ([Japontimes.jp](https://www.japontimes.jp), 26 février 2024).

Un convoi, composé de deux brise-glaces nucléaires, l'*Arktika* et le *50 Let Pobedy*, et de deux navires de colis lourds de classe polaire PC3, l'*Audax* et le *Pugnax*, transportant les deux derniers modules de 10 000 tonnes du second train du projet Arctic LNG 2 de Novatek est arrivé au chantier Belokamenka près de Mourmansk le 26 février. Partis début janvier du chantier naval de Penglai, dans l'est de la Chine, le convoi a rencontré des conditions de glaces difficiles et a mis un mois de navigation à travers la route maritime du Nord. Sans qu'il s'agisse de conditions exceptionnelles, les tankers Arc7 de mêmes capacités glace mettent traditionnellement une dizaine de jours ([TheBarentsObserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 24 février 2024 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 5 février 2024 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 16 février 2024 ; [TheBarentsObserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 27 février 2024 ; [Neftegaz.ru](https://www.neftegaz.ru), 28 février 2024).



Infographie : Airbus